



Communiqué intersyndical fonction publique

Les organisations syndicales CFTC-CGC-CGT-FAFP-FSU-Solidaires-UNSA de la Fonction publique affirment leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, porteuse de l'intérêt général.

Poursuivant leur passage en force, le Président de la République et le gouvernement comptent faire adopter au Parlement, d'ici au début de l'été, une loi dite de transformation de la fonction publique dont nombre de dispositions ont une portée très grave tant pour les agents et les citoyens que pour l'avenir de la Fonction publique.

Il en est ainsi, par exemple, de la mise en place d'une instance unique en lieu et place des comités techniques et CHSCT, instance qui va diluer et amoindrir les actions dans des domaines essentiels de la sécurité et de la vie au travail. C'est aussi le cas avec la suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité, mesure qui va favoriser une gestion opaque et priver les personnels de recours contre l'arbitraire.

Les organisations syndicales de fonctionnaires refusent la généralisation du recours au personnel contractuel dans la Fonction Publique tel que le vote de cette loi le permettrait. Elles rappellent qu'elles restent farouchement attachées à l'entrée dans la Fonction Publique par la voie du concours.

En effet, le concours est la condition de l'indépendance des agents vis-à-vis des élus locaux, des chefs de services et de la garantie de la neutralité du Service Public pour les usagers.

Le jour de la présentation au Conseil des Ministres, les organisations syndicales signataires appellent les agents, les élus locaux et tous les citoyens qui refusent la casse de la Fonction Publique à se rassembler :

Mercredi 27 mars 2019

devant la Préfecture du Puy-de-Dôme à 16 h.

Clermont-Ferrand, le 25 mars 2019